

Liste des objets en attente de traitement Etat au 28 novembre 2013

DEPARTEMENT DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(10) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 31 octobre 2006 sur la police des chiens et	3 ^{ème} débat
	Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat sur la motion Pierre Zwahlen et consorts limitant à dix jours le délai de recours concernant le séquestre d'animaux en fourrière (10_MOT_107) et	
	Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen intitulée "Quelle évolution pour la Loi sur la Police des chiens ?" (11_INT_610)	
	(81) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 31 octobre 2006 sur la police des chiens, et	
	Contre-projet du Conseil d'Etat de la loi du 31 octobre 2006 sur la police des chiens et	
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Jérôme Christen et consorts en faveur de l'applique dentaire canine (12_MOT_001)	
2.	(72) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jacques Haldy et consorts relatif à la couverture par l'ECA des affaissements sur dolines	Séance de commission le 30.08.13 nouvelle séance de commission à fixer, dans l'attente d'un texte complémentaire du CE
3.	(79) Exposé des motifs et projet de loi d'application de l'ordonnance fédérale sur l'aide au Service sanitaire apicole et	RC ok le 20.11.13
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Aliette Rey- Marion et consorts - Biodiversité ! Les abeilles en sont aussi les garantes ! (11_POS_307)	

	Objets	Commentaire
4.	(83) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de CHF 1'670'000 en vue de financer la troisième phase de subventions cantonales en faveur des chemins riverains et de l'amélioration du bilan écologique des rives et	Séance de commission le 11.11.13
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en oeuvre du Plan directeur des rives du lac Léman	
	(85) Exposé des motifs et projet de lois modifiant :	
	- la loi du 10 mai 1926 sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) et	
	- la loi du 5 septembre 1944 sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public (LLC) et	
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :	
	 Jean-Michel Favez et consorts demandant que la loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) soit modifiée afin de faciliter la réalisation des objectifs sur le Plan directeur des rives vaudoises du Lac Léman (11/POS/290) et 	
	 Fabienne Freymond Cantone et consorts demandant une définition plus restrictive des constructions considérées comme constructions légères sur le domaine public du lac (11/POS/292) 	
5.	(89) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution et	Séance de commission le 25.11.13
	Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Jacques Haldy et consorts pour permettre aux communes de garantir leurs créances LPEP par une hypothèque légale (article 74, alinéa 1 LPEP) (12_INI_001)	
6.	(91) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Grégory Devaud concernant Pocama - rapport sur son fonctionnement et son évolution	Séance de commission le 21.11.13
7.	(93) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'État un crédit d'investissement de CHF 4'813'000 pour financer le remplacement du système d'aide à l'engagement du centre d'engagement et de transmissions de la Police cantonale vaudoise	Séance de commission 02.12.13
8.	(103) Exposé des motifs et projet de loi modifiant	Séance de commission le 06.02.14
	 la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS) et 	
	- la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP)	

	Objets	Commentaire
9.	(107) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur la gestion des déchets et	Séance de commission le 27.01.14
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Régis Courdesse et consorts demandant de prolonger le délai pour l'octroi de la participation de l'Etat pour les installations de compostage et de méthanisation des déchets et pour les centres de collecte des déchets valorisables	
10.	(13_MOT_032) Motion Raphaël Mahaim et consorts au nom du groupe des Verts en faveur de la géothermie - pour voir loin, il faut creuser profond!	Séance de commission le 09.12.13
11.	(13_POS_036) Postulat Jean-François Cachin et consorts - L'avenir pour les deux pontons et la digue olympique installés en face du CIO et du quai d'Ouchy à Lausanne	RC maj ok le 28.10.13 RC min en attente C. Aellen

DEPARTEMENT DE LA FORMATION ET DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

	Objets	Commentaire
12.	(58) Exposé des motifs et projet de loi sur la vie culturelle et la création artistique (LVCA) et	Dernière séance de commission le 24.01.14
	Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil - sur le postulat Philippe Ducommun et consorts "Mise en oeuvre d'une loi cantonale sur l'encouragement des activités culturelles,	
	 sur le postulat Olivier Forel et consorts demandant un rapport sur la politique culturelle alternative et non subventionnée dans le canton, et Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne Papilloud "Les gens l'appellent l'idole des jeunes (il en est même qui l'envient)" 	
	(59) Exposé des motifs et projets de lois sur le patrimoine mobilier et immatériel (LPMI) et modifiant	
	 la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS), 	
	- la loi sur la presse (LPresse) et	
	Rapport du Conseil d'Etat sur le postulat du Groupe radical et consorts "Pour un plan directeur de la muséographie dans le Canton de Vaud (08_POS_044)	
13.	(96) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Michaël Buffat et consorts - 24 janvier et 14 avril : deux dates à connaître de l'histoire vaudoise	Séance de commission 13.12.13
	(97) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Michel Miéville et consorts - Le passé violent des élèves doit être connu des autorités scolaires	
14.	(108) Exposé des motifs et projet de loi sur l'aide aux études et à la formation professionnelle (LAEF) et	Séance de commission le 09.01.14
	Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations	
	 Hélène Grand et consorts sur la manière restrictive de l'Office cantonal des bourses dans l'application de la loi et son règlement et 	
	- Jean-Yves Pidoux demandant au Conseil d'Etat de faire appliquer la loi sur l'aide aux études et à la formation professionnelle	
15.	(110) Exposé des motifs et projet de décret sur le Plan stratégique pluriannuel 2012-2017 de la Haute école pédagogique du Canton de Vaud	Séance de commission le 16.01.14
16.	(111) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Gérard Dyens et consorts demandant une clarification du rôle et de la fonction d'enseignant par l'élaboration d'un cahier des charges des maîtresses et des maîtres des classes enfantines, primaires et secondaires	Séance de commission le 24.01.14

	Objets	Commentaire
17.	(13_MOT_027) Motion Véronique Hurni et consorts - Soins de logopédie - pas d'attente pour nos enfants	Séance de commission le 07.10.13
18.	(13_POS_028) Postulat Jacques Neirynck relatif à la HEP - garantir la qualité de l'enseignement, améliorer le statut des étudiants, faire des économies par l'élimination d'un double emploi	RC ok le 08.08.13
19.	(13_POS_031) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant une promotion continue de la formation continue	RC maj. ok le 13.11.13 RC min. ok le 25.09.13
20.	(13_POS_040) Postulat Catherine Roulet et consorts - La médiation école-famille	RC maj. ok le 05.11.13 RC min ok le 06.11.13
21.	(13_INT_135) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christelle Luisier Brodard - Punit-on la classe au lieu de l'élève perturbateur ?	

DEPARTEMENT DE L'INTERIEUR

	Objets	Commentaire
22.	 (408) Exposé des motifs et projets de lois sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL), modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie et 	En attente d'une nouvelle séance de commission
	Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil	
	- sur le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation (LDTR) (09_POS_156) et	
	 sur le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical relatif au logement et demandant de dépasser le statu quo pour le bien des locataires et des propriétaires (09_POS_157) 	
23.	(64) Exposé des motifs et projet de décret pour la troisième adaptation du Plan directeur cantonal	<i>Dernière</i> Séance de commission le 18.11.13
24.	(94) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2006 sur le découpage territorial (LDecTer)	RC ok le 22.11.13
25.	(95) Exposé des motifs et projet de loi abrogeant la loi du 21 novembre 1938 sur les associations illicites et	Séance de commission le 16.01.14
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Stéphane Montangero et consorts demandant au Conseil d'Etat l'abrogation de la loi du 21 novembre 1938 sur les associations illicites (08_POS_05)	
26.	(99) Exposé des motifs et projet de décret ordonnant la convocation du corps électoral pour se prononcer sur	Dernière Séance de commission le
	- l'initiative populaire cantonale "Sauver Lavaux" et fixant la procédure applicable aux modifications de la LLavaux,	06.01.13
	- le projet de loi modifiant la loi sur la protection de Lavaux (contre- projet du Conseil d'Etat) et	
	Projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) par ladite initiative et	
	Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire cantonale "Sauver Lavaux"	
27.	(109) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 24 février 2009 d'application de la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions	CTAFJ Séance de commission le 09.12.13
	(13_MOT_031) Motion Claude-Alain Voiblet et consorts - Uniformisons la pratique romande en matière d'exécution des peines	

	Objets	Commentaire
28.	(13_INI_003) Initiative Mathieu Blanc et consorts - Pour la suppression des jours-amende du Code Pénal Suisse (exercice du droit d'initiative du canton auprès de l'Assemblée Fédérale)	CTAFJ Séance de commission le 09.12.13
	(13_POS_042) Postulat Jacques-André Haury et consorts au nom de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal demandant deux modifications rapides de la LEP à la suite du drame de Payerne	
29.	(12_MOT_013) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts concernant le logement - Favorisons la densification grâce au maintien du Plan partiel d'affectation (PPA)	Séance de commission le 14.02.13 En attente que le projet de modification de la LATC soit passé devant le CE
30.	(13_MOT_025) Motion Claudine Wyssa et consorts - Compétence de prononcer une interdiction de périmètre pour les juges de paix de tous les districts	CTAFJ Séance de commission le 07.10.13
	(13_POS_037) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts - Modification de l'art. 131 al. 3 de la Constitution vaudoise - Appartenance politique des Juges cantonaux en question	
31.	(13_POS_030) Postulat Rebecca Ruiz et consorts demandant de renforcer l'aide aux victimes	RC maj. ok le 27.08.13 RC min. ok 26.09.13
32.	(13_POS_039) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts pour des procédures accélérées en matière de constructions d'importance minime	Séance de commission le 21.01.14
33.	(13_INT_140) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Rezso et consorts - Les installations commerciales à forte fréquentation (ICFF) ne sont pas à géométries variables	
34.	(13_INT_167) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz et consort - Pourquoi vouloir raser le chalet au 17, chemin de Cergnat, à Ormont-Dessous ?	

DEPARTEMENT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

	Objets	Commentaire
35.	(42) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Labouchère et consorts - Pour la création d'un observatoire permanent de la profession médicale dans le canton	RC ok le 28.11.13
36.	(84) Exposé des motifs et projet de décret sur le Plan stratégique du CHUV 2014-2018 et Rapport du Conseil d'Etat sur la politique sanitaire 2013-2017	Suite des débats 1 ^{er} débat
37.	(13_MOT_018) Motion Nicolas Rochat et consort pour l'intégration des primes excédentaires et le gel des versements vaudois à la péréquation financière	
38.	(13_POS_043) Postulat Michel Miéville et consorts - Big Brother dans votre jardin, c'est pour demain ! Que pense faire le Conseil d'Etat ?	Séance de commission le 13.01.14

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET DU SPORT

	Objets	Commentaire
39.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	2ème débat (lié au rapport compl. 384) En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
40.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	RC maj. + min. ok le 08.06.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
41.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et	RC maj. + min. ok le 13.05.11
	Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et	Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
	Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	
42.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
43.	(106) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE) et	Séance de commission le 10.01.14
	Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil	
	- sur la motion Aliette Rey-Marion et consorts au sujet des solariums self-service : Attention danger ! et	
	- sur le postulat Stéphane Montangero "Interdiction de vente de tabac aux mineurs : pour un véritable plan d'action qui permette l'application des sanctions en plus des mesures de prévention! »	
44.	(13_MOT_028) Motion Philippe Martinet et consorts pour un engagement cantonal en faveur des secteurs formation du LHC et du LS	Séance de commission le 02.12.13
45.	(13_MOT_030) Motion Martial de Montmollin et consorts - Pour une politique plus durable pour le tourisme dans les Alpes vaudoises	Séance de commission le 20.01.14
46.	(13_PET_015) Pétition en faveur de M. Fatmir Krasniqi	RC ok le 07.11.13

	Objets	Commentaire
47.	(13_INT_126) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Filip Uffer et consorts - Appartenance religieuse dans le Registre cantonal des personnes	
48.	(13_INT_143) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts - Fermeture des bars au Festival de jazz de Montreux : le remède est pire que le mal !	
49.	(13_INT_137) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jacques Nicolet et consorts - Conditions météorologiques de ce printemps et ordonnance sur les contributions d'estivage, le Conseil d'Etat entend-il prendre des mesures et apporter son soutien à l'agriculture?	
50.	(13_INT_131) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean Tschopp et consorts - Alcoolisation des mineurs : mettre les exploitants d'établissements et de commerces face à leurs responsabilités	

DEPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES RESSOURCES HUMAINES

	Objets	Commentaire
51.	(80) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Nicolas Rochat Fernandez et consorts, visant à rendre publiques les décisions du Tribunal de Prud'hommes de l'Administration cantonale	CTAFJ Séance de commission le 27.09.13
52.	(86) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jean Christophe Schwaab et consorts - Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (whistleblowers)	RC ok le 28.10.13
53.	(102) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jean-François Cachin et consorts - Il ne s'agit pas de prévoir le futur, mais d'être préparé au futur (10_POS_204) et	RC ok le 29.10.13
	Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-François Cachin et consorts - Il ne s'agit pas de prévoir le futur, mais d'être préparé au futur (12_INT_038)	
54.	(101) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 7'947'000 pour la phase de déploiement du projet "Migration technique des postes de travail de l'ACV"	CTSYF Séance de commission le 19.11.13
55.	(13_MOT_029) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts - Crèches d'entreprise - Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer 2 fois à la caisse	CTPOF Séance de commission le 21.11.13
56.	(13_POS_038) Postulat Marc Oran et consorts pour une meilleure desserte grandes lignes de la Gare de Palézieux, de la Haute-Broye et des Hauts de Lavaux	RC ok le 11.11.13
57.	(13_PET_013) Pétition pour une décision obsolète	RC ok le 14.11.13

DEPARTEMENT DES FINANCES ET RELATIONS EXTERIEURES

	Objets	Commentaire
58.	(100) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre de CHF 8'360'000 pour financer l'optimisation de trois bâtiments propriété de l'Etat : Av de l'Université 5 à Lausanne, Rue des Moulins 10 à Yverdon-les-Bains, Rue Grenade 40 à Moudon	Séance de commission le 15.11.13
	(104) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'étude de CHF 3'000'000 pour financer les études relatives à la construction du Cluster du Sport International (CSI) sur le site de Lausanne, à Dorigny	RC ok le 28.11.13
59.	(105) Exposé des motifs et projets de budgets (EMDP N°2)	RC ok le 26.11.13
	 des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2014 d'investissement pur l'année 2014 et plan 2015-2018 et 	
	Rapport du Conseil d'Etat :	
	 sur le Programme de législature 2012-2017 sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et 	
	Projets de lois :	
	 modifiant la loi du 24 janvier 2006 d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS) modifiant la loi du 7 septembre 2010 sur l'agriculture vaudoise (LVLAgr) modifiant la loi du 9 octobre 2012 sur le registre foncier (LRF) sur le droit de timbre (LTim) modifiant la loi du 10 décembre 1969 sur la protection de la 	
	nature, des monuments et des sites (LPNMS) et Projets de décrets :	
	 fixant, pour l'exercice 2014, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud fixant, pour l'exercice 2014, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE) fixant, pour l'exercice 2014, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements fixant, pour l'exercice 2014, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements et 	
	Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :	
	 Jérôme Christen et consorts au sujet de l'indemnisation du dommage au bâtiment Perregaux Jean-Michel Favez et consorts au nom du groupe socialiste demandant au Conseil d'Etat un programme de lutte contre la crise par le biais notamment d'une anticipation des investissements sur le plan vaudois 	

	Objets	Commentaire
60.	(13_MOT_017) Motion Jacques Neirynck et consorts - Justice fiscale pour l'imposition à la source	RC ok le 24.05.13
61.	(13_PET_008) Pétition contre les estimations fiscales	RC ok le 14.11.13
62.	(13_PET_009) Pétition sur les estimations illégales	RC ok le 14.11.13
63.	(13_INT_138) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Michel Miéville - Imposition des frontaliers : raison d'Etat, mais ce sont les Vaudois qui paient la différence ?	

CONSEIL D'ETAT

	Objets	Commentaire
64.	(GC 066) Réponse du Conseil d'Etat aux observations de la Commission des finances relatives aux comptes 2012	RC ok le 30.10.13

GRAND CONSEIL

	Objets	Commentaire
65.	(GC 056) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 et	CTMOP Séance de commission le 07.11.13
	Rapport du Grand Conseil sur la motion François Brélaz et consorts proposant de définir clairement la notion de groupe politique dans la Loi sur le Grand Conseil	

Lausanne, le 28 novembre 2013.

Secrétariat général du Grand Conseil